

## PROGRAMME DE SCIENCE ET TECHNOLOGIE - JAPON

exemple sur les programmes ERATO (Exploratory Research for Advanced Technology ou recherche exploratoire en technologies de pointe), CREST (Core Research for Evolutionary Science and Technology ou recherche fondamentale en sciences et technologies évolutives) et PRESTO (Precursory Research for Embryonic Science and Technology ou recherches préliminaires en science et en technologie embryonnaires), un généreux programme de bourses de recherches postdoctorales, des complexes modernes de type occidental (dans sa gestion) de recherche fondamentale à Wako-shi (RIKEN = Institut de recherche physique et chimique), à Tsukuba, à Okazaki, à Harima Science City, au parc scientifique de Keihanna, etc.

Le gouvernement japonais s'est maintenant doté d'un plan-cadre quinquennal pour les sciences et la technologie (que le Cabinet a approuvé pour la première fois le 2 juillet 1996). Les dépenses se chiffrent à 17 billions de yens dans ce plan, soit 3,4 billions de yens ou 3,8 milliards de dollars américains, par année. Le plan quinquennal vise à doter le pays d'une politique scientifique et technique pour la décennie (de sorte que le second plan présentement en cours d'élaboration ne différera probablement pas sensiblement du premier). Le plan actuel prendra fin le 31 mars 2001.

Il y a dans le plan une section intitulée « Expansion des investissements du gouvernement en R-D », où l'on recommande fortement au gouvernement de faire vite et de doubler ses investissements en R-D afin que le niveau atteigne celui des principaux pays occidentaux d'ici le début du siècle actuel. Présentement, le secteur de la politique en matière de S-T de l'Agence des sciences et de la technologie se propose d'énoncer les mesures concrètes qu'elle prendra au cours des cinq prochaines années et qui formeront le deuxième stade du plan-cadre, dès l'année financière 2001, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> avril. En adoptant ce plan, le Japon visait en partie à porter à 10 000 le nombre de boursiers post-doctoraux d'ici la fin de la période en cours. Cet objectif est dépassé depuis longtemps. Un autre objectif par contre reste à atteindre, c'est-à-dire le rapport d'un technicien/chercheur pour chaque enquêteur principal dans les universités et autres laboratoires publics.

### 3. Réforme organisationnelle

Les structures gouvernementales qui sous-tendent la recherche subissent actuellement de profonds changements. Le premier jour ouvrable après le congé du Nouvel An, le ministère de l'Éducation (Monbusho), dont relève la centaine d'universités nationales fusionnera avec l'Agence des sciences et de la technologie et se nommera provisoirement ministère de l'Éducation et des Sciences. La décision a été prise l'année dernière, et le personnel prépare la fusion depuis plus d'un an. Certains échanges au sein de l'effectif ont déjà été effectués à titre d'essai. La fusion est un sujet très délicat et potentiellement incendiaire à cause de l'écart culturel fondamental qui sépare les deux groupes. Le ministère de l'Éducation et celui des Affaires étrangères (Gaimusho) sont les plus anciens, remontant à l'ère Meiji. Son personnel, profondément attaché à la forme et à la façon de faire les choses, a tendance à exprimer sa résistance au changement. Par contre, l'Agence des sciences et de la technologie est une institution qui a à peine 35 ans d'existence, et son effectif se compose majoritairement de personnes possédant une formation scientifique. Il est plus porté à être ouvert au point de vue des chercheurs et bien disposé à l'égard des besoins des savants. Les politiques et les programmes des deux unités reflètent ces différences. La communauté internationale des S-T et les intéressés japonais surveilleront avec le plus grand intérêt les incidences de cette fusion sur les divers groupes touchés.